COMMISSION PERMANENTE

Séance du 11 décembre 2006

CP 06/12-21

PROTECTION JURIDIQUE

La loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations du fonctionnaire prévoit en son article 11 que les fonctionnaires bénéficient à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales.

Je vous propose de mettre en oeuvre ce système de protection juridique au bénéfice de Monsieur le Directeur Général des Services qui, dans le cadre de ses fonctions a été amené à se défendre en justice.

Au delà du principe même de la protection ainsi accordée, c'est l'image du service public que le Conseil Général souhaite voir préservée. Il se réserve ainsi toute latitude pour exercer les voies de droit à l'encontre de procédures portant atteinte à l'autorité, à la dignité personnelle du Directeur Général des Services et à la considération due à l'Institution départementale.

Dans ce cadre, je vous invite à délibérer sur l'octroi de la garantie juridique due à Monsieur le Directeur Général des Services, à dire que la protection s'étend à la prise en charge des frais exposés et à mandater un avocat spécialisé chargé d'explorer les diverses voies de droit.

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 11 décembre 2006

CP 06/12-21

PROTECTION JURIDIQUE

**DECISION de la COMMISSION
PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Décide d'accorder la garantie juridique due à Monsieur le Directeur Général des Services qui, dans le cadre de ses fonctions a été amené à se défendre en justice ;
- Dit que la protection s'étend à la prise en charge des frais exposés et mandate un avocat spécialisé chargé d'explorer les diverses voies de droit.

Pour l'adoption : 9 voix

Avis contraire : néant

Abstention : 1

Adopté.

Explication de vote :

François Bonhomme argumente son abstention par l'absence dans le rapport des motifs qui justifient la demande de protection juridique au bénéfice du Directeur Général des services.

Monsieur le Président rétorque à François Bonhomme qu'il est mieux placé que quiconque pour connaître ces motifs et ce, d'autant plus, que les policiers amenés à interroger le Directeur Général des services ne se sont pas gênés pour le lui dire.

Le Président,